

Unité départementale de la Marne
Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00
Parc technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51 100 REIMS

Reims, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV NORD EST

ZI Chemin des Marais
51370 Saint-Brice-Courcelles

Références : D1 c 2023-766

Code AIOT : 0005702768

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/09/2023 dans l'établissement SUEZ RV NORD EST implanté Le Bois de Margerie et Genevret 51290 Margerie-Hancourt. L'inspection a été annoncée le 31/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection, tout en couplant l'action « plan de gestion des déchets ».

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV NORD EST
- Le Bois de Margerie et Genevret 51290 Margerie-Hancourt
- Code AIOT : 0005702768
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière d'argiles de Margerie-Hancourt a été autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2017-AU-005-CARR du 30 juin 2017 pour une durée de 18 ans, remise en état incluse.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Registres et plans
- Conduite d'exploitation
- Prévention des pollutions
- Plan de gestion des déchets – remise en état
- Aménagements préliminaires
- Sécurité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 30/06/2017, article 9	/	Sans objet
2	Conduite d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 30/06/2017, article 19	/	Sans objet
3	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 30/06/2017, article 31	/	Sans objet
4	Conduite d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 10/03/2021, article 17	/	Sans objet
5	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 30/06/2017, article 24	/	Sans objet
6	Plan de gestion des déchets – remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
7	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 30/06/2017, article 13	/	Sans objet
8	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 30/06/2017, article 16	/	Sans objet
9	Sécurité	Arrêté Préfectoral du 30/06/2017, article 32	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'activité sur le site est restreinte : campagne annuelle d'extraction d'environ 1 mois et pas tous les ans. En 2023, la campagne a duré 11 jours. Suites à la transmission d'éléments complémentaires de l'exploitant par courriel postérieurement à la visite d'inspection, les écarts réglementaires mineurs relevés le jour de la visite ont tous été levés. L'inspection ne propose donc pas de suite à monsieur le préfet de la Marne.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2017, article 9
Thème(s) : Situation administrative, Plan
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan d'échelle adaptée à la superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, ainsi que les bornes délimitant le périmètre autorisé et le périmètre d'exploitation ; • les bords de la fouille ;

- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- les zones remises en état ;
- la position des ouvrages de surface et, s'il y a lieu leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales ;
- le bornage prévu à l'article 14 du présent arrêté.

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.

Constats :

L'exploitant a présenté le jour de la visite un plan topographie et un plan de bornage à l'inspection. Le périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter et les zones remises en état ne sont pas clairement explicitées. De plus, sur le plan de bornage, seule une partie du site apparaît comme bornée contrairement à ce qui est demandé dans l'article 14 de l'arrêté préfectoral de l'établissement.

L'exploitant a transmis à l'inspection en date du 10 octobre 2023, le plan d'échelle à jour incluant l'ensemble des informations demandées.

Observations : L'exploitant pourrait faire apparaître de manière plus claire les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres. Il s'engage en outre à transmettre, pour la partie en exploitation, les cotes en fond de fouilles, contrairement aux cotes affichées sur le plan transmis qui correspondent aux cotes après réaménagement ou terrain naturel.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conduite d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2017, article 19

Thème(s) : Situation administrative, Limitation de l'extraction

Prescription contrôlée :

L'épaisseur d'extraction moyenne est de 3 mètres avec un maximum de 6 mètres.

Les côtes minimales d'extraction sont de 120,5 m NGF au sud et de 122 m NGF au nord.

La production maximale correspondant à l'extraction réalisée dans le périmètre autorisé est de 183 524 m³ (311 990 tonnes). La production annuelle maximale autorisée est de 34 000 tonnes.

Constats :

L'extraction des argiles s'effectue à l'aide d'un GPS directement positionné sur les engins de chantier. Les dernières campagnes d'extractions remontent à 2018 et 2021 avec respectivement 32 214 tonnes et 31 950 tonnes extraites, en deçà des limites de l'autorisation.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2017, article 31

Thème(s) : Situation administrative, Transport des matériaux

Prescription contrôlée :

Le transport des matériaux au départ de l'exploitation s'effectue par voie routière à raison de 38 camions maximum par jour sur une période de 40 jours maximum par an.

Il doit être rappelé aux chauffeurs l'importance du respect du code de la route à l'extérieur de

<p>l'exploitation, par exemple par panneau pédagogique à la sortie de la carrière.</p> <p>Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être sources de nuisances ou dangers (envols de poussières, dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation publiques, détérioration des voies...). Les dispositions suivantes doivent être réalisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • bâchage des bennes, si nécessaire ; • nettoyage des roues, si nécessaire ; • respect du poids total autorisé en charge. <p>Les camions de commercialisation empruntent la voie communale dite de Margerie à Arrembécourt, puis, la route départementale 127 jusqu'à Margerie-Hancourt.</p> <p>La sortie de la carrière sur la voie communale dite de Margerie à Arrembécourt et le débouché de la voie communale sur la RD 127 sont aménagés d'un panneau « STOP » pour les véhicules sortant du site et de panneaux signalant la sortie de la carrière.</p> <p>Constats : L'exploitant assure un suivi du nombre de camions journalier lors des campagnes d'extraction d'argiles. En 2018, le nombre de camions autorisés par jour sur les 30 jours de campagne a été respecté, ce qui n'a pas été le cas en 2021 avec des pointes à 42 camions par jours sur les 30 jours de campagne.</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection, le jour de la visite le protocole en place avec le transporteur sur le trajet à emprunter et les règles de sécurité notamment. Celui-ci a également mis en place en plus du suivi des camions journalier, la pesée systématique des camions à l'entrée de l'ISDND de Huiron. La limite des pesées est fixée à 38 camions par jour comme l'exige l'arrêté préfectoral de l'établissement.</p> <p>Au regard des éléments présentés par l'exploitant, et les actions mises en place, l'inspection n'a pas de remarque complémentaire à ce sujet.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Conduite d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2021, article 17
Thème(s) : Situation administrative, Phasage
<p>Prescription contrôlée : Le phasage d'exploitation reporté sur le plan en annexe I du présent arrêté doit être scrupuleusement respecté</p> <p>Constats : Le phasage prévu dans l'arrêté préfectoral de l'établissement est actuellement respecté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2017, article 24
Thème(s) : Situation administrative, Rejets d'eau dans le milieu naturel
<p>Prescription contrôlée : Les seuls rejets d'eau autorisés dans le milieu naturel sont les eaux pluviales.</p>

<p>Les eaux transitent, avant rejet dans le fossé des marais, dans un bassin de décantation de 600 m³ puis par un débourbeur-déshuileur.</p> <p>Le bassin de décantation est régulièrement entretenu de manière à en préserver son volume.</p> <p>Les eaux rejetées dans le milieu naturel respectent une concentration :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en matières en suspension totales (MEST) inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90 105) ; • en hydrocarbures totaux inférieure à 5 mg/l (norme NFT 90 114). <p>D'autres contrôles pourront être demandés par l'inspecteur des installations classées ; ils sont à la charge de l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection en amont de la visite les 3 dernières analyses d'eau pluviales au titre des années 2020, 2021, 2022. Seul un dépassement en MES a eu lieu en 2020, suite auquel l'exploitant a procédé au curage du bassin de décantation. Depuis, les analyses sont conformes. L'exploitant indique que les prélèvements sont réalisés directement dans le bassin de décantation avant débourbeur-déshuileur.</p>
<p>Observations : L'inspection indique que les prélèvements en eau pluviale pourraient être faits en aval du débourbeur-déshuileur afin d'obtenir des résultats après traitement. Cependant au vu du respect des valeurs limites en amont du traitement, l'inspection n'a pas de remarque complémentaire sur le sujet.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Plan de gestion des déchets – remise en état

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Cohérence PGD / terrain</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;

<p>-les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</p> <p>-en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;</p> <p>-une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;</p> <p>-les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.</p> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de gestion des déchets est inexistant le jour de la visite, l'exploitant ayant considéré qu'il n'est pas à l'origine de déchets. Cependant même si les seuls déchets générés sont les terres issues du décapage (déchets inertes), l'exploitant est tout de même concerné par la mise en place d'un plan de gestion des déchets au titre de l'article 16 bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.</p> <p>L'exploitant a transmis son plan de gestion des déchets à l'inspection par courriel en date du 10 octobre 2023. Ce plan répond aux exigences réglementaires. L'inspection n'a pas de remarque complémentaire sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 7 : Aménagements préliminaires

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2017, article 13</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Panneaux d'identification</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le panneau d'identification est bien présent à l'entrée du site, cependant celui-ci fait référence à l'arrêté préfectoral de 2004 initialement délivré. Depuis l'exploitant a fait une nouvelle demande d'autorisation d'exploité et a obtenu un nouvel arrêté préfectoral en date du 30 juin 2017.</p> <p>L'exploitant a transmis par courriel en date du 11 octobre 2023 le bon de commande relatif à la réalisation de la mise à jour du panneau. Il s'engage à l'installer dès réception. L'inspection considère que la prescription est respectée et n'a pas de remarque complémentaire à ce sujet.</p>
<p>Observations : L'exploitant s'engage à poser le panneau mis à jour à l'entrée du site dès réception.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 8 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2017, article 16
Thème(s) : Situation administrative, Accès à la voirie publique
Prescription contrôlée : La sortie de la carrière sur la voie communale dite de Margerie à Arrembécourt et le débouché de la voie communale sur la RD 127 sont aménagés et pré-signalé 50 m avant pour les camions sortant du site d'exploitation et traversant la RD.127 ; <ul style="list-style-type: none">• par un panneau type AB4 « Stop » et pré-signalé 50 m avant pour les camions sortant du site d'exploitation et traversant la RD.127 ;• par des panneaux type A14 « Danger » classe 2, gamme normale avec panonceau « sortie de camions », implantés à 150 m en amont et en aval de la RD.127. L'accès à la RD.127, se fait par roulage sur la voie communale dite de Margerie à Arrembécourt. Cette portion est stabilisée pour supporter le trafic poids lourd. Avant l'accès à la RD.127, la voie communale dite de Margerie à Arrembécourt doit être renforcée et revêtue d'un enduit gravillonné sur 50 m pour éviter l'apport de boues sur la voie publique. Le nettoyage des chaussées empruntées doit être effectué aussi souvent que nécessaire. En outre, l'exploitant doit tenir compte qu'en hiver, des barrières de dégel peuvent être posées sur certaines routes départementales, après de fortes gelées, limitant l'accès des routes départementales aux véhicules de 7,5 tonnes au plus. La contribution de l'exploitant de carrière à la remise en état des voiries départementales reste fixée par les règlements relatifs à la voirie des collectivités locales.
Constats : Les panneaux sont bien en place et l'accès à la RD127 s'effectue par la voie communale revêtue d'un enduit gravillonné, dite de Margerie à Arrembécourt.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2017, article 32
Thème(s) : Situation administrative, Accès à la carrière
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des installations de stockage des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées.
Constats : L'établissement dispose d'une clôture du Sud à l'Est de l'établissement. Concernant la partie Ouest et Nord, des barrières naturelles sont existantes : merlons et forêt. Le danger est bien signalé à l'aide de pancartes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet